



Résumé

TITRE	Evaluation et révision du cadre légal, réglementaire et institutionnel en matière de normalisation en conformité avec les accords sur les Obstacles Techniques au Commerce de l'OMC
Demandeur	République Centrafricaine - Ministère du Commerce et de l'Industrie
Durée du projet	La date de commencement prévue est en Novembre / Décembre 2011 et la période de mise en œuvre sera de 4 mois.
Objectif de l'action	Objectif global : Mise en place d'un cadre légal, réglementaire et institutionnel en matière de normalisation en conformité avec les accords sur les Obstacles Techniques au Commerce de l'OMC
Expertise	<p>Deux experts seront engagés pour mener à bien cette mission. Le chef d'équipe et expert juridique devra réviser le cadre légal, réglementaire et institutionnel nécessaire afin de mettre en place une institution nationale chargée de traiter des questions de normalisation et de coordonner et mettre en œuvre les accords OTC. Il devra présenter une grande expérience en matière de révision de politiques commerciales, particulièrement dans le domaine de normalisation et surtout en matière des accords sur les Obstacles Techniques au Commerce de l'OMC.</p> <p>Le deuxième expert en politique commerciale devra évaluer l'impact de la nouvelle politique conforme aux accords OTC et de la réforme institutionnelle nécessaire pour commencer à opérationnaliser le nouveau cadre institutionnel. Il devra aussi présenter une grande expérience en matière de révision de politiques commerciales, particulièrement dans le domaine des normes de santé et sécurité.</p>
Résultats attendus	
	<ol style="list-style-type: none"> 1. La législation existante sur les normes techniques est analysée et revue pour une meilleure conformité avec les règles de l'OMC ; 2. Une législation appropriée en matière de normalisation est réécrite ; 3. Un cadre institutionnel en conformité avec la nouvelle législation est proposé en vue d'établir un Organe Nationale de coordination de la Normalisation ; 4. Un plan d'action sur la mise en place du nouveau cadre légal et institutionnel est élaboré ; 5. Les acteurs concernés sont sensibilisés en matière de normalisation et sur les accords OTC ;
Activités principales	
	<ol style="list-style-type: none"> i. Évaluer et revoir le cadre réglementaire, légal et institutionnel existant en matière de normalisation et en proposer un en conformité avec les accords sur les OTC; ii. Élaborer une nouvelle législation et réglementation en vue d'établir un cadre

	<p>institutionnel national de la normalisation ;</p> <p>iii. Élaborer un plan d'action afin de mettre en place le nouveau cadre légal et institutionnel ;</p> <p>iv. Organiser un atelier national de validation (3 jours, 50 participants) afin de présenter les résultats de la révision et les propositions concrètes et le plan d'action.</p> <p>v. Assurer l'implication des différents acteurs concernés et renforcer leur capacité.</p>
Budget Estimé	EUR 150.000